

2° le point 2° est remplacé par le texte suivant : "2° S : la durée hebdomadaire moyenne de travail de la personne de référence augmentée des heures de repos compensatoire rémunérées suite à un régime de réduction de la durée de travail";

3° dans le point 3°, les mots « horaire de travail fixé par le contrat de travail écrit ou, à défaut, par le règlement de travail » sont remplacés par les mots « horaire de travail normal du travailleur concerné ».

Art. 69. A l'article 116 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 29 juin 1992, 25 mai 1993, 27 décembre 1993, 9 novembre 1994, 21 décembre 1994, 22 novembre 1995, 19 juin 1997, 8 août 1997 et 9 juillet 2000, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, alinéa 3, 1° et 2°, les mots « travailleur de référence » sont remplacés par les mots « personne de référence »;

2° le § 2, alinéa 1^{er}, 1°, d), est remplacé par le texte suivant :

« d) l'accomplissement d'obligations de milice ».

Art. 70. Le présent arrêté entre en vigueur à une date déterminée par le Roi.

Art. 71. Notre Ministre de l'Emploi, Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, 10 juin 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,
F. VANDENBROUCKE

2° het punt 2° wordt vervangen als volgt : "2° S : de gemiddelde wekelijkse arbeidsduur van de maatpersoon, verhoogd met de betaalde uren inhaalrust ingevolge een regeling tot vermindering van de arbeidsduur »;

3° in het punt 3°, worden de woorden « werkrooster vastgesteld door de geschreven arbeidsovereenkomst of, bij ontstentenis, door het arbeidsreglement » vervangen door de woorden « normaal werkrooster van de betrokken werknemer ».

Art. 69. In artikel 116 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 juni 1992, 25 mei 1993, 27 december 1993, 9 november 1994, 21 december 1994, 22 november 1995, 19 juni 1997, 8 augustus 1997 en 9 juli 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, derde lid, 1° en 2°, wordt het woord « maatman » vervangen door het woord « maatpersoon »;

2° § 2, eerste lid, 1°, d), wordt vervangen als volgt :

« d) het vervullen van militieverplichtingen ».

Art. 70. Dit besluit treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum.

Art. 71. Onze Minister van Werkgelegenheid, Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 juni 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE

F. 2001 — 2013

[C - 2001/22465]

10 JUIN 2001. — Arrêté royal modifiant certaines dispositions en matière de période de référence relative aux données concernant les salaires et le temps de travail

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés notamment l'article 71, § 2, modifié par la loi du 22 décembre 1989;

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier 1967, 10 octobre 1967, l'arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, la loi du 22 janvier 1985, l'arrêté royal n° 424 du 1^{er} août 1986, les lois des 30 décembre 1988, 26 juin 1992 et 30 mars 1994, l'arrêté royal du 14 novembre 1996 et les lois des 13 mars 1997, 13 février 1998, 22 décembre 1998 et 26 mars 1999;

Vu la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 21, remplacé par la loi du 20 juillet 1991;

Vu la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, notamment les articles 3, 2° et 34, modifié par la loi du 25 janvier 1999;

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment les articles 128 à 130;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment les articles 24, remplacé par l'arrêté royal du 10 juin 2001, et 37, modifié par la loi du 1^{er} août 1985;

N. 2001 — 2013

[C - 2001/22465]

10 JUNI 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van sommige bepalingen inzake de referentieperiode betreffende loon- en arbeidstijdgegevens

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, inzonderheid op het artikel 71, § 2, gewijzigd bij de wet van 22 december 1989;

Gelet op de Besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op het artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari 1967, 10 oktober 1967, het koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, de wet van 22 januari 1985, het koninklijk besluit nr. 424 van 1 augustus 1986, de wetten van 30 december 1988, 26 juni 1992 en 30 maart 1994, het koninklijk besluit van 14 november 1996 en de wetten van 13 maart 1997, 13 februari 1998, 22 december 1998 en 26 maart 1999;

Gelet op de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op het artikel 21, vervangen bij de wet van 20 juli 1991;

Gelet op de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, inzonderheid op de artikelen 3, 2° en 34, gewijzigd bij de wet van 25 januari 1999;

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op de artikelen 128 tot 130;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op de artikelen 24, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 juni 2001, en 37, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 1971 portant exécution de certaines dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, notamment le chapitre II, section *Ibis*, inséré par l'arrêté royal du 10 juin 2001;

Vu l'arrêté royal du 12 juin 1989 portant exécution de l'article 71, § 2, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, notamment l'article 6, § 1^{er}, remplacé par l'arrêté royal du 12 mars 1990 et modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, notamment les articles 37, § 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 30 avril 1999, et 116, § 2, modifiés par les arrêtés royaux des 25 mai 1993, 21 décembre 1994 et 22 novembre 1995;

Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment les articles 203, modifié par les arrêtés royaux des 13 avril 1997 et 10 juin 2001, et 207, modifié par l'arrêté royal du 10 juin 2001;

Vu l'avis du Conseil national du travail, donné le 27 avril 1999;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 mars 1999;

Vu la délibération du Conseil des Ministres le 26 mars 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 7 octobre 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi, de Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — Sécurité sociale des travailleurs salariés

Article 1^{er}. L'article 24, 2^o de l'arrêté royal pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, remplacé par l'arrêté royal du 10 juin 2001, est complété par la disposition suivante :

« Par dérogation à ce qui précède le quatrième trimestre de chaque année prend fin le 31 décembre de cette année et le premier trimestre de chaque année prend cours le premier janvier de cette année. »

Art. 2. L'article 37 du même arrêté, modifié par la loi du 1^{er} août 1985, est abrogé.

CHAPITRE II. — Accidents du travail

Art. 3. Il est inséré dans le chapitre II, section *Ierbis* de l'arrêté royal du 21 décembre 1971 portant exécution de certaines dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, insérée par l'arrêté royal du 10 juin 2001, un article 34quinquies, rédigé comme suit :

« Art. 34quinquies. Lorsque les données relatives aux salaires et au temps de travail sont déclarées par trimestre et que seule une partie de ce trimestre se situe au cours de la période de référence visée à l'article 34, alinéa 1^{er}, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, ces données sont affectées à cette partie du trimestre sur base des règles suivantes :

a) les jours ou heures de prestations, tels que visés à l'article 34bis, alinéa 1^{er}, déclarés au cours du trimestre et la rémunération afférente sont pris en considération au maximum à concurrence du nombre de jours que la victime est censée prester au cours de la partie concernée du trimestre suivant son horaire de travail normal;

b) si, au cours des autres trimestres de la période de référence, le nombre de jours de vacances légales est inférieur au nombre auquel la victime peut prétendre pour un exercice de vacances conformément aux lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés coordonnées le 28 juin 1971, les jours de vacances légales déclarés au cours du trimestre sont réputés se situer au cours de cette partie du trimestre jusqu'à ce que le nombre maximum de jours de vacances légales pour un an soit atteint; ensuite, la règle du point a) est appliquée. »

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 1971 houdende uitvoering van sommige bepalingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, inzonderheid op het hoofdstuk II, afdeling *Ibis*, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 juni 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 juni 1989 tot uitvoering van artikel 71, § 2, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, inzonderheid op artikel 6, § 1, vervangen door het koninklijk besluit van 12 maart 1990 en gewijzigd door het koninklijk besluit van 12 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, inzonderheid op de artikelen 37, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 april 1999, en 116, § 2, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 mei 1993, 21 december 1994 en 22 november 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op de artikelen 203, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 april 1997 en 10 juni 2001, en 207, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juni 2001;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad, gegeven op 27 april 1999;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 maart 1999;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 26 maart 1999 over het verzoek om advies door de Raad van State binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 7 oktober 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid, van Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Sociale zekerheid voor werknemers

Artikel 1. Artikel 24, 2^o van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 juni 2001, wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van het voorgaande eindigt het vierde kwartaal van elk jaar op 31 december van dat jaar en begint het eerste kwartaal van elk jaar op 1 januari van dat jaar. »

Art. 2. Artikel 37 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK II. — Arbeidsongevallen

Art. 3. In hoofdstuk II, afdeling *Ibis* van het koninklijk besluit van 21 december 1971 houdende uitvoering van sommige bepalingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 juni 2001, wordt een artikel 34quinquies ingevoegd, luidende :

« Art. 34quinquies. Wanneer de loon- en arbeidstijdgegevens aangegeven worden per kwartaal en slechts een gedeelte van dit kwartaal ligt binnen de referentieperiode bedoeld in artikel 34, eerste lid, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, worden deze gegevens toegewezen aan dit gedeelte van het kwartaal op basis van de volgende regels :

a) de in het kwartaal aangegeven dagen of uren waarop arbeid werd verricht, zoals bedoeld in artikel 34bis, eerste lid, en het ermee overeenstemmend loon worden maximaal in aanmerking genomen tot beloop van het aantal dagen waarop de getroffenere overeenkomstig zijn normaal werkrooster binnen het bedoelde gedeelte van het kwartaal geacht wordt arbeid te verrichten;

b) indien in de overige kwartalen van de referentieperiode het aantal dagen wettelijke vakantie lager ligt dan het aantal waarop de getroffenere voor een vakantiedienstjaar aanspraak kan maken overeenkomstig de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van werknemers gecoördineerd op 28 juni 1971, worden de in het kwartaal aangegeven dagen wettelijke vakantie geacht zich te situeren binnen dit gedeelte van het kwartaal tot het maximaal aantal wettelijke vakantiedagen voor een jaar bereikt wordt en wordt vervolgens de regel onder a) toegepast. »

CHAPITRE III. — *Allocations familiales des travailleurs salariés*

Art. 4. L'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 12 juin 1989 portant exécution de l'article 71, § 2, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, remplacé par l'arrêté royal du 12 mars 1990 et modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Si les preuves concernant l'occupation au travail, les situations assimilées en vertu de l'article 53 des lois coordonnées ou le chômage temporaire indemnisé ou non visé par l'article 56*novies* des mêmes lois manquent ou sont incomplètes pour le mois de référence d'un trimestre civil, l'organisme continue à payer les allocations familiales à titre provisionnel pour le trimestre civil suivant.

Si les preuves concernant les situations d'attribution visées par les articles 56 ou 56*octies* des lois coordonnées ou concernant le chômage complet indemnisé ou non visé par l'article 56*novies* des mêmes lois manquent ou sont incomplètes pour le mois de référence d'un trimestre civil, l'organisme continue à payer les allocations familiales à titre provisionnel pour le premier mois du trimestre civil suivant. »

CHAPITRE IV. — *Chômage*

Art. 5. Dans l'article 37, § 1^{er} de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant la réglementation du chômage, modifié par l'arrêté royal du 30 avril 1999, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Si les données relatives aux salaires et au temps de travail sont communiquées de manière globale par trimestre au service compétent pour la perception des cotisations de sécurité sociale, et si les prestations de travail et le salaire correspondant ne peuvent pas être situés dans un trimestre, les prestations de travail et le salaire correspondant qui sont situés dans le trimestre pendant lequel la période de référence prend cours et qui précèdent cette période, sont considérés comme étant situés dans cette période de référence. »

Art. 6. L'article 116, § 2 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 25 mai 1993, 21 décembre 1994 et 22 novembre 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Sans préjudice de l'application du § 1^{er}, les périodes de chômage visées à l'article 114 ne sont prolongées que :

1° lorsque la durée des occupations reprises ci-après est d'au moins trois mois;

a) une occupation comme travailleur à temps plein;

b) une occupation à temps plein en tant que chômeur handicapé, en application de l'article 78;

c) une occupation dans le cadre d'une convention emploi-formation, telle qu'organisée par l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 instaurant un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans et portant réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale dues dans le chef de ces jeunes;

d) une période d'occupation comme travailleur à temps partiel avec maintien des droits pour laquelle l'allocation de garantie de revenu n'est pas octroyée;

e) une période d'occupation comme travailleur à temps partiel involontaire au sens de l'article 29, § 1^{er}, tel qu'il était en vigueur avant le 1^{er} janvier 1996, pour laquelle aucune allocation n'est octroyée;

1° bis lorsque la durée ininterrompue des événements repris ci-après est d'au moins trois mois :

a) une formation professionnelle au sens de l'article 27, 6°, comportant un nombre d'heures hebdomadaire qui correspond à un régime de travail à temps plein;

b) les obligations de milice;

c) la cohabitation à l'étranger avec un Belge y occupé dans le cadre du stationnement des Forces armées belges;

2° lorsque la durée ininterrompue des événements repris ci-après est d'au moins six mois :

a) l'exercice d'une profession n'assujettissant pas le travailleur à la sécurité sociale pour le secteur chômage;

b) le bénéfice de la dispense visée à l'article 90 pour le chômeur qui se trouve dans une situation difficile sur le plan social et familial;

c) une reprise d'études de plein exercice pendant laquelle aucune allocation n'est octroyée;

HOOFDSTUK III. — *Gezinsbijslag voor werknemers*

Art. 4. Artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit van 12 juni 1989 tot uitvoering van artikel 71, § 2, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, vervangen door het koninklijk besluit van 12 maart 1990 en gewijzigd door het koninklijk besluit van 12 december 1990, wordt vervangen als volgt :

« § 1. Indien de bewijsstukken betreffende de tewerkstelling, de ingevolge artikel 53 van de samengeordende wetten daarmee gelijkgestelde situaties of de al dan niet vergoede tijdelijke werkloosheid, bedoeld in artikel 56*novies* van dezelfde wetten voor de referentiemaand van een kalenderkwartaal ontbreken dan wel onvolledig zijn, betaalt de instelling de kinderbijslag provisioneel door, over het volgend kalenderkwartaal.

Indien de bewijsstukken betreffende de situaties van toekenning bedoeld in de artikelen 56 of 56*octies* van de samengeordende wetten of betreffende de al dan niet vergoede volledige werkloosheid, bedoeld in artikel 56*novies* van dezelfde wetten voor de referentiemaand van een kalenderkwartaal ontbreken dan wel onvolledig zijn, betaalt de instelling de kinderbijslag provisioneel door, over de eerste maand van het volgend kalenderkwartaal. »

HOOFDSTUK IV. — *Werkloosheid*

Art. 5. In artikel 37, § 1, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 april 1999, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« Als de loon- en arbeidstijdgegevens op globale wijze per kwartaal worden meegedeeld aan de dienst bevoegd voor de inning van de bijdragen voor sociale zekerheid, en als de ligging van de arbeidsprestaties en het ermee overeenstemmend loon binnen een kwartaal niet kan worden vastgesteld, worden de arbeidsprestaties en het ermee overeenstemmend loon die gelegen zijn in het kwartaal waarin een referentieperiode aanvangt en die deze periode voorafgaan, geacht gelegen te zijn in de referentieperiode. »

Art. 6. Artikel 116, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 mei 1993, 21 december 1994 en 22 november 1995, wordt vervangen als volgt :

« § 2. Onverminderd de toepassing van § 1 worden de werkloosheidsperiodes bedoeld in artikel 114 slechts verlengd :

1° wanneer de duur van navermelde tewerkstellingen ten minste drie maanden bedraagt :

a) een tewerkstelling als voltijdse werknemer;

b) een voltijdse tewerkstelling als minder-valide werkloze in toepassing van artikel 78;

c) een tewerkstelling in het kader van een overeenkomst werkopleiding zoals geregeld bij het koninklijk besluit nr. 495 van 31 december 1986 tot invoering van een stelsel van alternerende tewerkstelling en opleiding voor de jongeren tussen 18 en 25 jaar en tot tijdelijke vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever verschuldigd in hoofde van deze jongeren;

d) een periode van tewerkstelling als deeltijdse werknemer met behoud van rechten, voor dewelke de inkomensgarantie-uitkering niet is toegekend;

e) een periode van tewerkstelling als onvrijwillig deeltijdse werknemer in de zin van artikel 29, § 1, zoals van kracht vóór 1 januari 1996, voor dewelke geen enkele uitkering is toegekend;

1° bis wanneer de ononderbroken duur van navermelde gebeurtenissen ten minste drie maanden bedraagt :

a) een beroepsopleiding in de zin van artikel 27, 6°, met een wekelijks aantal uren dat overeenstemt met een voltijdse arbeidsregeling;

b) militieverplichtingen;

c) samenwoont in het buitenland met een Belg werkzaam in het kader van de stationering van de Belgische Strijdkrachten;

2° wanneer de ononderbroken duur van navermelde gebeurtenissen ten minste zes maanden bedraagt :

a) de uitoefening van een beroep dat niet valt onder de sociale zekerheid, sector werkloosheid;

b) het genot van de vrijstelling bedoeld in artikel 90 voor de werkloze die zich in een toestand bevindt die moeilijkheden veroorzaakt op sociaal en familiaal vlak;

c) een hervatting van studies met volledig leerplan gedurende dewelke geen enkele uitkering is toegekend;

3° quelle que soit la durée, lorsqu'un travailleur bénéficie d'allocations d'interruption parce qu'il interrompt sa carrière professionnelle ou réduit ses prestations de travail.

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, la période de chômage est prolongée d'un certain nombre de mois obtenu en divisant par 26 le nombre de jours situés dans la période d'occupation, à l'exclusion des dimanches et après déduction des jours d'interruption, à condition que ce résultat comporte au moins trois unités. Le résultat obtenu est arrondi à l'unité inférieure.

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, 1°bis, 2° et 3°, la période de chômage est prolongée de la durée de l'événement. Pour fixer la durée de l'événement, seuls des mois complets sont pris en considération. »

CHAPITRE V. — Assurance obligatoire soins de santé et indemnités pour travailleurs

Art. 7. L'article 203 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifié par les arrêtés royaux des 13 avril 1997 et 10 juin 2001, est complété par l'alinéa suivant :

« Si les données relatives au temps de travail telles que visées au présent article sont communiquées de manière globale par trimestre au service compétent pour la perception des cotisations de sécurité sociale et si les prestations de travail ne peuvent pas être situées dans un trimestre, les prestations de travail qui sont situées dans le trimestre pendant lequel la période de référence prend cours et qui précèdent cette période, sont considérées comme étant situées dans cette période de référence. »

Art. 8. L'article 207 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 10 juin 2001, est remplacé par la disposition suivante :

« Les travailleurs saisonniers, les travailleurs intermittents et les travailleurs à temps partiel maintiennent leur droit aux indemnités à condition que, pour les deuxième et troisième trimestres précédant celui au cours duquel ils sollicitent des prestations, d'une part, ils aient accompli le nombre d'heures de travail ou assimilées visé à l'article 203, alinéa 3 et d'autre part, ils aient satisfait aux conditions déterminées à l'article 130, alinéa 1^{er}, 2° de la loi coordonnée.

Les travailleurs saisonniers, les travailleurs intermittents et les travailleurs à temps partiel qui ne satisfont pas à ces conditions maintiennent cependant leur droit aux indemnités pour autant qu'au cours des trois trimestres précédant celui au cours duquel ils font appel aux prestations, il ne se soit pas produit d'interruption continue de plus de trente jours dans leur qualité de titulaire telle qu'elle est définie à l'article 86, § 1^{er}, de la loi coordonnée et pour autant qu'ils aient satisfait aux conditions déterminées à l'article 130, alinéa 1^{er}, 2° de la loi coordonnée. Si les données relatives au temps de travail sont communiquées de manière globale par trimestre au service compétent pour la perception des cotisations de sécurité sociale et si les prestations de travail ne peuvent pas être situées dans un trimestre, ces prestations de travail sont considérées comme n'étant pas séparées par un délai supérieur à trente jours.

Toutefois, le travailleur saisonnier, le travailleur intermittent ou le travailleur à temps partiel qui est au bénéfice d'indemnités à la fin d'un trimestre continue à bénéficier des prestations jusqu'à la fin de l'incapacité en cours. »

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur à une date déterminée par le Roi.

Art. 10. Notre Ministre de l'Emploi, Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, 10 juin 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,
F. VANDENBROUCKE

3° ongeacht de duur, indien een werknemer onderbrekingsuitkeringen geniet omdat hij zijn beroepsloopbaan onderbreekt of zijn arbeidsprestaties vermindert.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid, 1°, wordt de werkloosheidsperiode verlengd met een aantal maanden dat bekomen wordt door het aantal dagen gelegen in de periode van tewerkstelling, met uitsluiting van de zondagen en verminderd met de dagen van onderbreking, te delen door 26, op voorwaarde dat dit resultaat ten minste drie eenheden bedraagt. Het bekomen resultaat wordt naar de lagere eenheid afgerond.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid, 1°bis, 2° en 3°, wordt de werkloosheidsperiode verlengd met de duur van de gebeurtenis. Bij de vaststelling van de duur van de gebeurtenis wordt slechts rekening gehouden met volledige maanden. »

HOOFDSTUK V. — Verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen voor werknemers

Art. 7. Artikel 203 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 april 1997 en 10 juni 2001, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Als de arbeidstijdgegevens als bedoeld in dit artikel op globale wijze per kwartaal worden meegedeeld aan de dienst bevoegd voor de inning van de sociale zekerheidsbijdragen en als de arbeidsprestaties niet gesitueerd kunnen worden in een kwartaal, worden de arbeidsprestaties die gelegen zijn in het kwartaal waarin de referentieperiode aanvangt en die deze periode voorafgaan, geacht gelegen te zijn in deze referentieperiode. »

Art. 8. Artikel 207 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juni 2001, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De seizoenarbeiders, de arbeiders bij tussenpozen en de deeltijdse werknemers behouden het recht op uitkeringen op voorwaarde dat zij voor het tweede en derde kwartaal vóór dat waarin ze om prestaties vragen enerzijds het in artikel 203, derde lid, bepaalde aantal arbeidsuren of gelijkgestelde uren hebben gepresteerd, en anderzijds voldaan hebben aan de voorwaarden bepaald in artikel 130, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wet.

De seizoenarbeiders, de arbeiders bij tussenpozen en de deeltijdse werknemers die niet voldoen aan deze voorwaarden behouden evenwel het recht op uitkeringen voor zover er zich tijdens de drie kwartalen vóór dat waarin ze om deze prestaties vragen geen doorlopende onderbreking van meer dan dertig dagen heeft voorgedaan in hun hoedanigheid van gerechtigde, zoals deze is omschreven in artikel 86, § 1, van de gecoördineerde wet en voor zover zij voldaan hebben aan de voorwaarden bepaald in artikel 130, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wet. Indien de arbeidstijdgegevens op globale wijze per kwartaal worden meegedeeld aan de dienst bevoegd voor de inning van de sociale zekerheidsbijdragen en indien de arbeidsprestaties niet gesitueerd kunnen worden in een kwartaal, worden deze arbeidsprestaties beschouwd niet gescheiden te zijn door een periode van meer dan dertig dagen.

Nochtans geniet de seizoenarbeider, de arbeider bij tussenpozen of de deeltijdse werknemer die op het einde van een kwartaal in het genot is van uitkeringen, verder prestaties tot op het einde van de lopende arbeidsongeschiktheid. »

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum.

Art. 10. Onze Minister van Werkgelegenheid, Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 juni 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE